

# CDH-MR tentés en Wallonie, Ecolo et Défi freinent

## LES ALLIANCES

Le président du CDH, Benoît Lutgen, a à peine éjecté le

PS des majorités régionales et communautaire que se pose la question du remplacement de celles-ci. A Bruxelles et en Communauté française, cela relève du casse-tête. Voilà pourquoi

une hypothèse se fait jour : et si MR et CDH y allaient ensemble en Wallonie, et en Wallonie seulement ou en tout cas sans attendre les autres entités fédérées ?

- ▶ On en parle : CDH et MR seraient prêts à (envisager de) gouverner ensemble en Wallonie.
- ▶ Bruxelles et la Communauté française restent dans l'angle mort.
- ▶ Olivier Maingain est très dur avec le CDH. Les verts ne sont pas en reste.

L'« appel » de Benoît Lutgen ne laisse pas le MR indifférent, c'est beaucoup moins évident pour Défi et Ecolo. A tel point qu'à ce stade, une hypothèse se dégage potentiellement, dont on rend compte à plusieurs sources : voir CDH et MR composer sans trop attendre une majorité à Namur, au parlement wallon, afin de constituer un gouvernement régional dans la foulée. L'alliance entre centristes-humanistes et libéraux-réformateurs reposerait sur la majorité la plus courte qui soit : un seul siège.

Praticable ? Pas sûr. Il faudra veiller à être massivement présents dans l'hémicycle au moment des votes, et jouer aux équilibristes lors des travaux en commission. Complicé. Mais la tentation est forte d'y aller, en l'occurrence d'évincer le PS : un trophée pour Olivier Chastel après avoir barré le fédéral aux rouges (et avoir été barré par eux en Régions en 2014) ; un devoir pour Benoît Lutgen après son « coup » lundi, qui ne peut pas rester improductif sous peine de perdre tout crédit.

« C'est vrai qu'un seul siège de majorité, c'est une difficulté, mais ce n'est pas insurmontable, et André-Pierre Puget (ex-PP) a déjà dit qu'il était prêt à voter avec nous », confie un libéral sensible à l'idée de « ne pas rater l'occasion d'imprimer en Wallonie une direction à court, moyen et long terme. D'autant qu'on sent qu'avec les Ecolo et Défi ce sera difficile... »

### « Ce serait jouable »

Officiellement bien sûr, l'option wallonne seule n'est pas à l'ordre du jour. Les négociations n'ont pas dé-

buté et l'idée est a priori de tenter de bâtir des majorités dans toutes les entités fédérées. Mais, on nous le confirme dans les deux partis, ni le CDH ni le MR n'ont mis d'exclusive sur le mode : « dans toutes les majorités ou nulle part ». Alors ? « Il y a peut-être la possibilité de forcer un peu le passage à la Région wallonne, de monter qu'en Wallonie, ce serait jouable, juge un parlementaire libéral. L'enjeu pour le MR a toujours été la Wallonie. Où l'on a des leaders comme Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke (comprenez : qui feraient de bons ministres, NDLR), outre Willy Borsus qui pourrait être repiqué du fédéral. » Et que des bleus verraient bien ministre-président wallon... Car le parti réclamerait bien ce poste : « Si on nous appelle pour cette formule MR-CDH, nous serons les plus forts. Cela fera partie des négociations. »

### « Inacceptable »

Mais si bleus et oranges sont chauds en Wallonie, pour Bruxelles, partant pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, ça cale. Car Ecolo et Défi sont beaucoup moins enthousiastes...

Verts et amarantes n'épargnent d'ailleurs pas Benoît Lutgen et son parti. Mardi après-midi, Olivier Maingain a recalé proprement une « proposition d'agenda » des négociations avancée par le CDH. A savoir : Lutgen suggérerait de rencontrer ses homologues présidents tour à tour ces mercredi et jeudi, sur les thèmes de la gouvernance, l'emploi, l'enseignement, le climat et la responsabilité citoyenne. Réponse

d'Olivier Maingain : « Il n'est pas le maître des négociations. Par courtoisie, j'avais accepté de le rencontrer sans ordre du jour précis. Vu sa communication sans concertation, il attendra. D'abord nettoyer les écuries du CDH. » Renvoi à l'expéditeur... Par sms (seul moyen de communication entre les deux présidents mardi), Maingain annule son rendez-vous avec Lutgen avec ces mots : « totalement inacceptable »...

Plus tôt dans la journée, le président de Défi, de retour dare-dare du Canada où il se trouvait pour un congrès international des maires francophones, a réuni les siens pour expliquer, à l'issue de la rencontre, que le CDH, en claquant la porte des gouvernements, porte un mauvais coup aux institutions, et qu'en termes de gouvernance, il n'a pas de leçons à donner... Ambiance.

Dans la foulée, il pressait CDH, MR et PS de balayer devant leurs portes, de « nettoyer leurs écuries ». En prime, il a mis sur le même pied Stéphane Moreau (PS), Armand De Decker (MR) et... Joëlle Milquet (CDH), rapport aux suspicions ayant trait à l'embauche jadis dans son cabinet de personnel chargé de se consacrer à sa campagne électorale. Une mise en cause assourdissante. Les oreilles de la cheffe de groupe CDH à Bruxelles-Ville ont dû siffler, celles du président du CDH itou – un « coup de tonnerre ». Olivier Maingain a renchéri : « Il est temps que ces gens s'en aillent. C'est une exigence sans conditions. Je n'ai pas envie de m'associer à qui que ce soit qui traîne des casseroles. » Lutgen pourrait-il accepter de sacrifier Milquet ?

Cela étant, chez Défi, certains voudraient calmer le jeu. Bernard Clerfayt,

en tout cas. Le bourgmestre de Schaerbeek, parle d'un « *fait politique nouveau* » à propos de l'appel de Benoît Lutgen, et souhaite voir tout le monde « *dépasser le stade de l'émotion* ». Si ce n'est une ouverture...

## Le complot de Gesves

Les verts, pour leur part, ne sont pas tendres L'état-major d'Ecolo a mis la dernière main à son cahier de revendications en matière de gouvernance, il sera soumis au bureau politique ce mercredi matin, rendu public aussitôt, et soumis aux autres partis dans la foulée. Lesquels ? Le CDH, le MR et Défi. Au PS aussi ? Pas de commentaires mardi au siège du parti vert. Au sein duquel, cela étant, on se livre « *off the record* ».

Il nous revient qu'en réunion du parti, lundi matin, Benoît Hellings, député fédéral, a comparé le « *coup* » de Lutgen au « *complot de Gesves* » à la fin des années 90, lorsque Charles-Ferdinand Nothomb, à la tête du PSC (qui deviendra le CDH), sollicita Louis Michel, alors chef de file des libéraux, et Jacky Morael, à la tête d'Ecolo (avec Isabelle Durant), pour évincer les socialistes, empêtrés dans les affaires Agusta-Dassault. Le complot avorta. Jacky Morael refusa de jouer dans la pièce. Entendez : vingt ans plus tard, l'histoire repasse le plat.

Toujours chez les verts, des responsables confient à propos de la paralysie

des gouvernements des entités fédérées (dont, du reste, Ecolo ne fait pas partie) : « *Par la faute d'un seul homme, des dossiers de financement d'infrastructures, d'ASBL, des accords-cadres, etc., tout ce qui fait le quotidien de la vie d'un gouvernement, sont bloqués, c'est quand même irresponsable.* » Plus dur : « *Le CDH n'est pas pivot et n'a pas la main, en plus Lutgen n'est pas Macron. Pour qui se prennent-ils ?* »

Ce n'est pas fini : « *Sans ses députés-bourgmestres, le CDH est exsangue, pensez au Luxembourg, surreprésenté à la Chambre grâce à cela. Le décumul intégral, ça les tue, ils n'en veulent donc pas.* » N'en jetez plus ! Si : « *Ils veulent juste gouverner avec le MR en Wallonie. Le reste, Bruxelles, la Fédération Wallonie-Bruxelles, ils s'en fichent ! Avec tout ça, la cohérence Wallonie-Bruxelles, l'enseignement, la culture, ça compte pour zéro pour eux !* »

## « Pas avec le PS »

Alors : en avant toute MR-CDH en Wallonie ? Pas si vite. Mais l'option est manifestement tentante, au moment d'écrire ces lignes, pour libéraux et orange. Qui se rejoignent au moins sur un point : pas avec les socialistes. Un libéral le dit ainsi : « *Tout le monde est d'accord chez nous pour dire qu'il est inenvisageable de s'allier au PS, à quelque niveau de pouvoir que ce soit.* » Un ténor CDH a ses mots : « *Notre seule exclusive est à l'égard du PS.* » Par contre, il soupçonne Défi de négocier avec le PS...

A suivre. ■

DAVID COPPI  
MARTINE DUBUISSON

## Pas de problème de quorum CDH-MR

Une coalition CDH-MR en Wallonie serait intenable : 38 sièges sur 75. Une absence, une maladie ou un accouchement (il s'en prépare) et la majorité serait minoritaire. Dans les commissions, le rapport de forces serait de 6 CDH-MR contre 6 PS. D'aucuns s'en inquiétaient aussi, mais la solution existerait le cas échéant : la nouvelle majorité pourrait modifier le règlement du parlement pour moduler les compositions en sa faveur. Mais on n'en est pas là bien entendu. (E.D.)

## Bruxelles et Wallonie, les majorités asymétriques

Depuis la création de la Région bruxelloise en 1989, les majorités au pouvoir en Wallonie et dans la Région-Capitale ont rarement été symétriques. En fait, elles ne l'ont été qu'une seule fois : entre 2009 et 2014, avec une coalition PS-CDH-Ecolo qui gouvernait tant à Namur qu'à Bruxelles. Tous les autres exécutifs ont été asymétriques : entre 1989 et 1995, alors qu'une majorité PS-PSC (futur CDH) menait la Wallonie, le couple s'était adjoint le FDF (futur Défi) à Bruxelles ; entre 1995 et 1999, rebelote PS-PSC au sud alors que le cartel PRL-FDF remplaçait le PSC dans la capitale ; de 1999 à 2004, Ecolo était présent aux côtés des libéraux et des socialistes en Wallonie, pas à Bruxelles ; on change à la législature suivante (2004-2009), avec Ecolo allié au PS et au CDH à Bruxelles, mais pas en Wallonie. Et depuis 2014, PS et CDH gouvernaient à deux la Wallonie alors qu'à Bruxelles, Défi s'était joint au tandem. (G.Mo.)

## L'UWE souhaite de la continuité

Interrogé en marge du Salon aéronautique du Bourget (Paris), Yves Prete, président de l'Union wallonne des Entreprises (UWE) s'inquiète d'une vacance du pouvoir. « *Nous, ce dont on a besoin, c'est de continuité, assure celui qui dirige également Safran Aero Boosters. On a besoin de se baser sur quelque chose de stable. On ne peut pas se dire que tout ce qui est en cours, tous les processus enclenchés dans de nombreux domaines, peut s'arrêter comme ça.* » (E.R.)

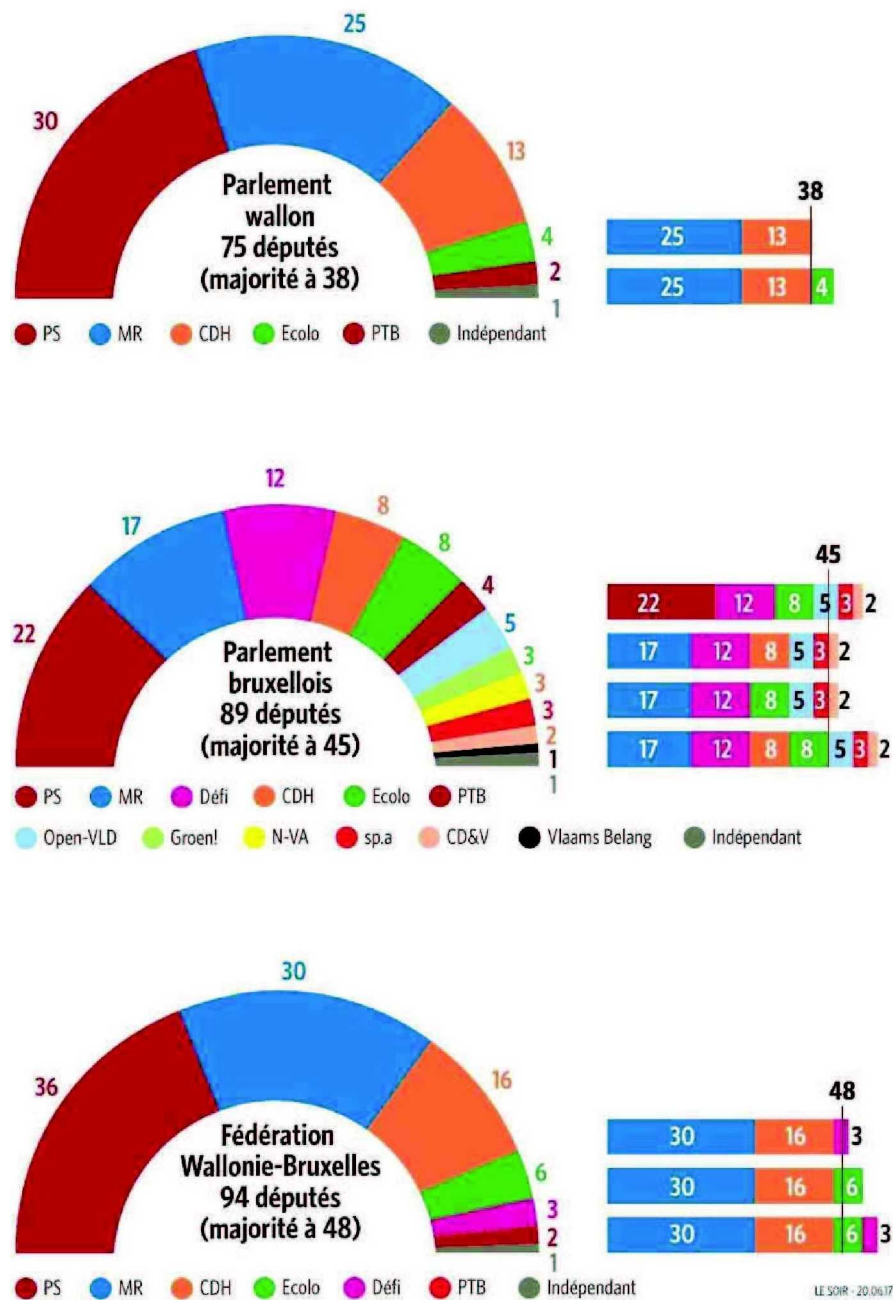
## Le MR dans l'opposition à Schaerbeek

Une alliance sans le PS existe bien à Schaerbeek, comme nous l'évoquions dans *Le Soir* de ce mardi. Avec une erreur, toutefois : le MR ne participe pas à la majorité formée par Défi, Ecolo et le CDH. (P.Lt)

### Les majorités possibles

Les principes de base

- PS et CDH ne peuvent plus gouverner ensemble
- PS et MR semblent incompatibles
- Le PTB ne veut pas participer à un exécutif



## MR « Voir le PS dans une telle difficulté, ça réjouit quand même ! »

À MR, les réunions de bureau (dites « conseil du mouvement ») deviennent rares. Aussi parce que le parti, au pouvoir au fédéral comme seule formation francophone, craint les fuites – les libéraux ne sont pas les plus avares en termes de commentaires d'après-séance... Alors lorsqu'ils se réunissent pour décider de l'attitude à adopter suite au « coup » de Benoît Lutgen et à son invitation à négocier de nouvelles majorités régionales, ils reçoivent carrément une consigne : « se taire ».

Mais comme les langues bleues ne se lient pas facilement, des éléments de langage ont manifestement été distillés aux réformateurs en parallèle de l'injonction de silence. Car ils vous diront (quasi) tous que la réunion de lundi soir, qui a accouché du mandat donné au président Chastel de « dialoguer de manière responsable avec le CDH et les différentes formations politiques qui veulent incarner le changement » afin de voir « si les conditions sont réunies pour entamer des négociations », fut : « sérieuse », « sans euphorie, ni triomphalisme », car « chacun mesure bien le caractère inédit et la gravité de la situation » ; que les bleus furent « unanimes pour valider ce

mandat » car « la Wallonie n'est pas en bonne forme » et que « les citoyens ne comprendraient pas que le MR refuse d'aller à la discussion » ; mais qu'ils ne veulent « pas se précipiter », ni « simplement remplacer le PS dans les gouvernements ». Sans oublier ce clin d'œil : « On traitait le gouvernement fédéral de kamikaze, mais finalement, le hara-kiri est à Namur ! » Ou l'affirmation main sur le cœur : « Il n'y a pas eu de contacts préalables entre CDH et MR. »

### « On ne va quand même pas boudier notre plaisir ! »

Voilà donc pour le message officiel... glissé officieusement. Qui se retrouve d'ailleurs dans le communiqué du parti : « Nous mesurons parfaitement le caractère exceptionnel de cette situation. Le MR veut dans ces circonstances agir avec sérieux dans l'intérêt de l'avenir des Wallons et des Bruxellois. »

Et pour le compte-rendu officieux confié officieusement ? Ici, le ton change un peu... « Oui, l'état d'esprit était sérieux, et on ne sait pas comment cela va finir. Mais voir le PS dans une difficulté pareille, ça réjouit quand même au MR ! On ne peut pas le nier. Il y avait donc de temps en temps des phrases comme : "Attention, c'est

délicat, rien n'est fait, on n'a pas la majorité à Bruxelles", mais ensuite, il y en avait toujours une autre du style : "On ne va quand même pas boudier notre plaisir !" Tout le monde riait, puis on recommençait à discuter. »

Autres propos moins politiquement corrects proférés aussi : « On n'est pas amnésiques : il y a trois ans, le CDH nous mettait dehors malgré nos six sièges gagnés au parlement wallon ! » « On ne va pas danser comme le CDH siffle ! »

Mais vis-à-vis de l'extérieur, il était important que seul le côté sérieux, grave, responsable des libéraux et les réserves émises ressortent. Voilà pourquoi le MR a soupesé et choisi le mot « dialoguer » plutôt que « négocier ». Pour montrer que, si tout le monde sait qu'il trépigne depuis 2004 de retourner au pouvoir dans les Régions, il n'acceptera d'y aller que si les partenaires s'engagent à « une réforme drastique de la gouvernance » et à « mettre à l'ordre du jour le développement économique, l'emploi, la formation et l'enseignement, la cohésion sociale et la transition énergétique » – comme le précise aussi le communiqué du parti. Autant de dossiers que Benoît Lutgen, s'érigeant en informateur, met à l'agenda des discussions

avec MR, Ecolo et Défi. Hasard ?

Pour le reste, le président Chastel a expliqué lundi soir à ses troupes « comment les événements se sont déroulés ». Une analyse a aussi été faite « du nombre de parlementaires dans chaque assemblée et de là où une majorité est directement possible ; et l'on a évoqué le fait qu'il y a un problème à Bruxelles et en Communauté française ». Outre une réflexion sur le fait qu'« en un an de gouvernement, on ne pourra pas faire grand-chose ; mais si on n'y va pas, c'est comme si on disait aux Wallons que le MR n'est pas là quand on a besoin de lui ».

### Pas de CDH au fédéral

Les ministres Reynders, Borsus, Bacquelaine, Bellot, les parlementaires Miller, Deprez, Jeholet ou De Wolf sont également intervenus, validant l'option du dialogue et l'idée que « le MR ne prenne pas la main tout de suite ».

Quant au Premier ministre Charles Michel, il a mis l'accent sur le fait que « ce qui se passe dans les Régions ne doit pas contaminer le fédéral ». Comprenez : si on va vers des majorités MR-CDH dans les entités fédérées, on ne fera pas pour autant monter le CDH dans la suédoise fédérale... ■

MARTINE DUBUISSON

### PRÉALABLE

#### Milquet blacklistée par Défi

Olivier Maingain, le président de Défi, avant de répondre à l'invitation de son homologue du CDH Benoît Lutgen, a invité celui-ci à « nettoyer les écuries du CDH » au préalable. A la RTBF, il a notamment évoqué le nom de Joëlle Milquet, ex-présidente du CDH et ex-ministre fédérale et communautaire, qui avait quitté sa charge ministérielle après avoir été suspectée d'avoir embauché pour sa campagne électorale du personnel dans son cabinet. « Il y a des noms qui doivent être évacués », a insisté Olivier Maingain sur le plateau du JT de la RTBF. « Moreau, De Decker... M<sup>me</sup> Milquet est inculpée, il est peut-être temps d'en tirer les conséquences. Il est temps que les gens fassent un pas de côté. Que ceux qui ont trempé dans des scandales en subissent les conséquences. » (b)